

Le Grand Débat National

Réunion Publique à Mouthe le 13 mars 2019

23 personnes se sont réunies à Mouthe dans la salle de convivialité pour contribuer au Grand Débat National, à l'initiative du Président du SIVOM des Hauts du Doubs et du Maire de la commune.

Après une introduction générale rappelant les conditions du Grand Débat ainsi que les thèmes retenus sur lesquels s'exprimer, la décision a été prise en commun de diviser les participants en deux groupes de taille quasi identique :

- L'un pour traiter de la fiscalité et des dépenses publiques,
- L'autre de la transition écologique.

1. Fiscalité et dépenses publiques

1.1. Le constat

Le tableau présentant ce que financent 1000 € de dépenses publiques par type de dépenses a été particulièrement examiné et commenté.

Le constat a été fait que la Justice représentait une trop faible part de ces dépenses mais aussi que tous les français, heureusement, n'avaient pas besoin des services correspondants ou n'étaient pas soumis à celle-ci.

En revanche ce tableau, intéressant, devrait être connu de tous les citoyens et pour cela l'enseignement, tout au long de la vie scolaire devrait jouer tout son rôle ainsi que les parents qui sont responsables de l'éducation de leurs enfants.

Dans un tout autre domaine, certains participants ont mis en avant le fait que tous les français ne bénéficiaient pas des mêmes soutiens. L'exemple a été donné de la différence entre le milieu urbain et le secteur rural ;

- En ville, il existe des transports collectifs largement financés par des moyens publics et ce qui est resté à la charge de l'usager est dans la plupart des cas financé à 50% par l'employeur...
- En milieu rural celui qui doit aller travailler utilise son propre véhicule (avec un coût de carburant qui augmente).

Cette injustice devrait être corrigée même si des initiatives existent pour assurer des transports en communs (transport vers la Suisse et covoiturage, blabla car) et même si le fait de vivre loin de la ville a des attraits.

1.2. Propositions

Le Groupe s'est efforcé de répondre aux questions posées.

En résumé, il ne propose pas de baisser les dépenses publiques mais de rechercher des ressources nouvelles en :

- Luttant contre la fraude fiscale ;
- Supprimant la plupart des niches fiscales qui ne répondent pas à une utilité sociale ;
- Taxant les GAFAs à un haut niveau car ils contribuent à détruire des emplois ainsi que les grandes entreprises internationales dont le centre de décision est à l'étranger et qui rapatrient vers lui le résultat des activités qui sont conduites en France ;
- Examinant la possibilité d'augmenter la durée du travail ainsi que de reculer l'âge de la retraite ;
- Examinant la possibilité d'augmenter les droits de succession (bien que cette disposition soit contraire à la mentalité française qui consiste à travailler pour ses enfants) en considérant qu'il appartient à chacun de « faire sa vie ». Cette disposition s'appliquerait notamment pour les grandes fortunes.

2. Transition écologique

2.1. Constats

C'est un enjeu de santé publique

Le poids politique de l'écologie n'est pas clair

L'évolution des mentalités est encore trop lente. La jeunesse a un défi à relever.

Même si on peut parfois avoir l'impression que notre propre action est inutile ou trop modeste, il faut donner l'exemple.

2.2. Ce qui choque

Que l'on puisse payer des droits à polluer

L'abus de prix pratiqués pour des équipements dès lors que l'argent public subventionne

L'obsolescence programmée

Que l'on ne se prépare pas assez aux risques de migrations environnementales à venir

2.3. Propositions

Donner une dimension européenne concertée aux actions

Imposer des normes de construction plus sévères pour l'isolation avec contrôle et obligation de résultats

Contrôler plus sévèrement la politique de subventions

Conditionner les subventions européennes agricoles à un comportement vertueux

Imposer aux communes de proposer un projet de transition écologique avec des actions locales, mêmes modestes

Moduler le niveau des taxes selon les secteurs géographiques

Taxer les productions basées sur l'obsolescence programmée

2.4. Conclusions

Pour être efficace l'action pour la transition écologique doit être inscrite dans un projet global car il y a des enjeux transversaux avec d'autres thèmes (la politique industrielle, la politique agricole, la fracture territoriale, la fracture sociale (enjeu de la solitude pour les années à venir par ex)

Pour être acceptée, l'action écologique doit aussi être réfléchie à terme. Par ex, ne pas détruire brutalement une filière économique et d'emplois. Si l'action environnementale impose un changement de comportement ou de mode de production, il faut au préalable préparer la reconversion humaine et structurelle de la filière qui sera touchée. Taxer sans proposition alternative est inefficace pour les évolutions des mentalités.